Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2018-747** **04/10/2018**

Date de mise en application : 04/10/2018
Diffusion : Tout public

Date limite de mise en œuvre : 04/10/2018
Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 12

Objet : Appel à candidatures : 12 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Parc national du Mercantour :

- 1 poste de chargé(e) de mission « agropastoralisme » (H/F) (catégorie A) à Nice (06).
Date limite de candidature : 15 novembre 2018.

Commissariat général à l'égalité des territoires :

- 1 poste de commissaire à l'aménagement, au développement et à la protection du massif des Pyrénées (Catégorie A +) (H/F) à Toulouse (31).
Date limite de candidature : 22 octobre 2018.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de gestionnaire d'aides agricoles- (H/F) (catégorie C) à Lyon.
Date limite de candidature : 18 octobre 2018.

FranceAgriMer :

- 1 poste de chef(fe) d'unité normalisation (F/H) (Catégorie A) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 19 octobre 2018.

Conservatoire du littoral :

- 1 poste d' assistant(e) administratif (F/H) (Catégorie B) à Rochefort (17).
Date limite de candidature : 28 octobre 2018.

Agence Française pour la Biodiversité :

- 1 poste de de directeur régional Grand Est (catégorie A+) (H/F) à Rozérieulles (57).
Date limite de candidature : 31 octobre 2018.

Office national des forêts :

- 1 poste de directeur de l'Agence Territoriale Aube – Marne (catégorie A) (H/F à Troyes (10)
Date limite de candidature : 10 octobre 2018.

- 1 poste de directeur de l'Agence Etudes (catégorie A) (H/F à Didenheim (68)
Date limite de candidature : 10 octobre 2018.

- 1 poste de directeur de l'Agence Territoriale Ariège – Haute Garonne – Gers (catégorie A) (H/F) à Foix (09)
.Date limite de candidature : 10 octobre 2018.

- 1 poste de chef du Département Marketing et Commercial (catégorie A) (H/F) Montreuil (93).
Date limite de candidature : 10 octobre 2018.

Institut français du cheval et de l'équitation :

- 1 poste de de directeur général adjoint (catégorie A) (H/F) à Saumur (49).
Date limite de candidature : 31 octobre 2018

Goupement d’Intérêt Public « Agence pour le développement de la coopération internationale dans les domaines de l’agriculture, de l’alimentation et des espaces ruraux » (ADECIA) :

- 1 poste d'expert long-terme International, responsable de projet de coopération internationale (CRJ) (Catégorie A ou A+) à Bakou en Azerbaïdjan.

Date limite de candidature : 17 octobre 2018

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel Bouyer

Parc national du Mercantour

Appel de Candidature

Chargé (e) de mission « agropastoralisme »

Le Parc national du Mercantour recrute **une / un (une) chargé(é) de mission agro pastoralisme.**

Le poste est à pourvoir à compter du 1° février 2019, par voie de détachement, de mise à disposition ou par contrat.
Il est ouvert prioritairement aux fonctionnaires de **catégorie A ou - à défaut - aux agents contractuels**.
Le poste est basé au siège de l'établissement du Parc national à Nice (06), au sein du Service Connaissance et gestion du Patrimoine,

La durée de l'engagement est de **3 ans**.

Missions

Le (la) chargé(e) de mission :

- **Anime les relations entre le Parc et les acteurs agro pastoraux :**
  - anime le réseau interne des référents agro pastoraux,
  - développe et renforce les relations entre l'établissement et les acteurs du territoire,
  - participe à l'animation de la Commission Agriculture Durable du Conseil Economique Social et Culturel du PNM.
  - participe au réseau agriculture de l'AFB

- **Assure l'ingénierie de la mission agriculture :**
  - développe et anime la politique agro environnementale portée par le PNM : MAEC gestion pastorale, MAEC prairies, études, travaux, formation, …
  - assiste et conseille les porteurs externes de projets pour le montage ou la mise en œuvre d'actions, prioritairement dans les zones Natura 2000 de l'aire d'adhésion.
  - instruit les demandes de subventions délivrées par l'établissement en matière d'agro pastoralisme.
  - Participe au déroulement du programme « Alpages sentinelles »,
  - Coordonne la réalisation des diagnostics agri environnementaux (ex : diagnostics d'alpage, diagnostics écologiques) :
  - élabore ou apporte son appui aux diagnostics, plans de gestion et conventions pluriannuelles de pâturage,
  - réalise des actions de communication,
  - crée des supports de communication cartographiques,

- assure un bilan des opérations engagées (contrats de gestion)
- intègre les résultats dans le format des bases de données du Parc
- apporte une expertise aux autres unités du Parc national (secteurs et services)
- suit la mise en œuvre de la Charte, du plan d'actions phares du Parc et des autres outils de planification (COB, Documents d'objectifs Natura 2000) au titre des dossiers concernés
- apporte sa contribution aux grands projets portés par l'établissement.

- **S'implique dans les programmes sur fonds externes (ALCOTRA,LIFE,...).**

  - participe au montage des dossiers sur les thématiques le concernant en lien avec la cellule stratégie territoriale,
  - organise, assure le suivi et contrôle la réalisation des actions et du budget pour ces actions,
  - assure le lien avec les autres partenaires du projet (réunions, formations, mise œuvre des actions)
  - rédige les pièces justificatives nécessaires pour rendre compte du déroulement du projet auprès des financeurs

Compétences :

- Biologie/Ecologie/Gestion des Ecosystèmes/Sciences de la Vie
- Agriculture : élevage, transformation, techniques agronomiques, pastoralisme
- Réseau Natura 2000 et outils agri-environnementaux
- Montage et conduite de projets
- Animation de réunions et de réseaux
- Réglementation des Espaces protégés et code de l'environnement
- Bureautique, SIG Indispensable

Qualités :

- rigueur, autonomie, sens de l'organisation
- aptitude à travailler en équipe et en collaboration avec différents partenaires
- Esprit de synthèse et d'analyse
- écoute
- sens de l'initiative
- sensibilité à la protection de la nature dans un contexte de développement durable
- bonnes capacité à la marche en montagne

Nombreux déplacement sur le territoire et en montagne.

Candidatures :
Diplômes ou expériences souhaitées : bac + 5 ou formation équivalente.

Date limite des candidatures : 15 novembre 2018 (avant 16h).

Renseignements auprès de Nathalie SIEFERT chef du service Connaissance et gestion du patrimoine

Les candidatures sont à adresser par voie électronique exclusivement à :

Mme Nathalie SIEFERT, chef du service Connaissance et gestion du patrimoine
nathalie.siefert@mercantour-parcnational.fr

Mme Marie-Pierre EUZENOT-FÜRTHAUER, Secrétaire Générale
marie-pierre.euzenot-furthauer@mercantour-parcnational.fr

Yvette TRUCHI, assistante du service Connaissance et gestion du patrimoine
yvette.truchi@mercantour-parcnational.fr

MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

cget
Commissariat général à l'égalité des territoires

Intitulé du poste :
Commissaire à l'aménagement, au développement et à la protection du massif des Pyrénées

Famille professionnelle CGET : Management et pilotage

Emploi type, fiche de poste de référence CGET : cadre de direction

Date de publication	1er octobre 2018
Auprès	Direction du développement des capacités des territoires Commissariat à l'aménagement, au développement et à la protection du massif des Pyrénées
Lieu de travail	32 rue de la Dalbade 31000 TOULOUSE
Catégorie	**A+** Titulaire ou contractuel
Corps / grade	Il sera retenu exclusivement les candidats susceptibles d'être mis à disposition du CGET par leur administration d'origine
Positionnement hiérarchique	**N+1** : directrice du développement des capacités des territoires **N+2** : commissaire général à l'égalité des territoires

Mission du service et composition

Le commissariat à l'aménagement à l'aménagement, au développement et à la protection du Massif des Pyrénées est une équipe déconcentrée du CGET composée de 5 agents : un commissaire de massif, un commissaire-adjoint, une gestionnaire, un chargé de mission et une assistante.

Le commissariat est rattaché fonctionnellement au Préfet coordonnateur du massif des Pyrénées, Préfet de région Occitanie ; et hiérarchiquement à la direction du développement des capacités des territoires.

Le commissariat a pour mission de mettre en œuvre et piloter la politique de massif : coordonner les politiques de lutte contre les inégalités territoriales et le développement des capacités des territoires sur le périmètre du massif des Pyrénées. Il travaille de façon partenariale avec les collectivités territoriales.

Missions caractéristiques du poste

Le/la commissaire de massif est sous l'autorité fonctionnelle et assiste directement le Préfet de la région occitane dans ses fonctions de Préfet coordonnateur du Massif des Pyrénées:

- Il/elle coordonne l'action interrégionale interministérielle,
- Il/elle assure l'animation et le secrétariat des instances de massif (comité de massif ; commissions spécialisées et groupes de travail) et participe aux travaux et réunions du Conseil national de la montagne
- Il/elle assure le suivi des programmes interrégionaux en tant que secrétaire du comité de programmation de la convention de massif des Pyrénées
- Il/elle anime l'équipe du commissariat.

Les actions conduites par le/la commissaire de massif doivent concourir :

- à renforcer l'identité du massif, dans un but de conforter sa notoriété et son attractivité,
- à développer le potentiel économique du massif, dans une logique de développement durable,
- à veiller au maintien des équilibres de préservation des ressources propres au massif,
- à assurer la cohésion entre les différents types de territoires (moyennes et hautes montagnes, vallées, villes portes, piémonts,…),
- à favoriser l'insertion du massif dans les grands courants de coopération notamment européenne

Activités	*Niveau de déploiement*	
	Occasionnel	*En continu*
Piloter l'élaboration des documents stratégiques pour le massif, coordonner leur mise en œuvre et évaluer leurs effets		**X**
Assurer le secrétariat général des instances du massif (comité de massif et commissions diverses) et participer aux travaux et réunions du Conseil national de la montagne	**X**	
Coordonner les missions d'instruction des dossiers gérés par l'équipe et suivre ceux assurés par les services de l'Etat (DDT(M), DREAL, DIRECCTE, SGAR)		**X**
Assurer le suivi financier des crédits, pour les territoires du massif, propres à l'Etat et assurer une veille sur les outils d'intervention et de mobilisation des partenaires financiers		**X**
Susciter et animer des partenariats permettant de développer et valoriser le massif	**X**	
Accompagner les porteurs de projet du territoire et animer des projets structurants sur des sujets relatifs à la politique de massif	**X**	
Représenter le commissariat de massif et le CGET auprès des acteurs du massif et en mission		**X**
Assurer le reporting au Préfet coordonnateur de massif et travailler en lien avec les équipes en SGAR et en préfectures.		**X**
Management de l'équipe		**X**

Savoirs formalisés (Connaissances et savoirs techniques)	*Niveau de qualification*			
	Initiation	*Pratique*	*Maitrise*	*Expertise*
Connaissance de l'organisation administrative de l'Etat et des collectivités, ainsi que des procédures administratives				X
Politiques de développement local,de l'aménagement des territoires			X	
Connaissance des enjeux, dispositifs et acteurs liés aux territoires de montagne, des thématiques traitées dans le schéma de massif			X	
Outils d'ingénierie financière (national et européen)			X	
Pilotage de projet, démarches multipartenariales				X

Savoirs d'action	*Niveau de qualification*			
	Initiation	*Pratique*	*Maitrise*	*Expertise*
Constitution et animation de réseaux				X
Capacité d'adaptation et d'anticipation, réactivité				X
Animation d'équipe			X	
Capacité d'analyse et synthèse				X
Sens du dialogue et de la négociation				X
Force de propositions			X	
Autonomie			X	

Réseau relationnel	*Niveau de sollicitation*	
	Occasionnel	*En continu*
Collectivités territoriales		X
Consulaires, acteurs du développement local		X
Porteurs de projets		X
Services de l'Etat (département, région, central)		X

Formation (diplômes, certificats…)	Diplôme d'ingénieur ou Master d'aménagement /développement territorial (Bac + 5 minimum). Une formation liée au moins partiellement à l'environnement de montagne serait un plus.
Expérience (ancienneté, qualifications…)	Expérience nécessaire d'au moins 10 ans en gestion de projets et management d'équipes en lien avec l'Etat et les collectivités, si possible dans des contextes complexes et multi partenariaux.
Conditions particulières d'exercice	Grande disponibilité, horaires de travail sur large plage, mobilité fréquente avec des déplacements réguliers sur l'ensemble du massif pyrénéen.

Personnes à contacter et modalités d'envoi des candidatures

Sophie Duval-Huwart
Directrice du développement des capacités des territoires
01 85 58 62 63

Habsa Sall Banor
Gestionnaire RH
01 85 58 63 09

Candidatures (CV + lettre de motivation) à adresser par mail à :
CGETrecrutement@cget.gouv.fr jusqu'au 22 octobre 2018 inclus.

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement

Direction Régionale Auvergne-Rhône-Alpes
Service agriculture et développement rural
Site de Lyon
45 quai Charles de Gaulle - 69064 Lyon cédex 06

Gestionnaire d'aides agricoles (H/F)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : 18618
Catégorie : C</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A : sans objet</td><td>Groupe RIFSEEP (filière administrative) : en cours</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant / SREPES

Date limite de candidature : jeudi 18 octobre 2018</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.

Au sein de la Direction Régionale Auvergne Rhône-Alpes le service agriculture et développement rural est chargé de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures du développement rural gérées sous l'application informatique Osiris pour les programmes de développement rural (PDR) de la Région.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">La personne recrutée travaillera au sein du service agriculture et développement rural, où elle assurera la mise en paiement de dossiers d'aides agricoles sous l'autorité du chef de service.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Réaliser des contrôles avant mise en paiement des aides
- Apporter un appui régulier à la direction régionale sur l'accueil physique et téléphonique et sur réception et le tri du courrier.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Au sein de la direction, avec l'ensemble des équipes, avec les collègues du siège ou des autres administrations, avec la Région et les autres financeurs des aides du PDR.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissances générales des politiques agricoles, rurales, et environnementales ;
- Connaissance des réglementations relatives au FEADER ;
- Connaissance de l'environnement administratif et institutionnel de l'ASP.</td><td>- Maîtrise des outils bureautiques ;
- Maîtrise de la relation téléphonique.
- Rigueur et méthode ;
- Aptitudes relationnelles ;
- Capacités d'analyse ;
- Capacité à travailler en équipe.</td></tr>
</table>

Personnes à contacter	Denis CHEMINAT, Directeur Régional Délégué AUVERGNE RHONE-ALPES denis.cheminat@asp-public.fr 04 73 28 28 79 10 Anne TURLAN, Cheffe du Service Agriculture et Développement Rural anne.turlan@asp-public.fr 04 73 28 79 62 Joëlle PRUVOST, adjointe à la cheffe du Service Agriculture et Développement Rural joelle.pruvost@asp-public.fr 04 72 82 21 41 Mme Carole BEYSSAC, DRH/SEEC, Conseillère mobilité carrière tel : 05.55.12.00.87 - courriel : mobilite@asp-public.fr

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

FranceAgriMer (siège)

Direction des interventions / Service contrôles et normalisation / Unité normalisation

Emploi : chef(fe) d'unité Normalisation

N° appel à candidature : **180276**	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : **2**	**Groupe RIFSEEP :** 2 si corps des attachés de l'administration de l'Etat
Poste vacant	**Localisation : Montreuil (93) – Proche métro ligne 1 Saint Mandé**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à : - favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. Au sein du service contrôles et normalisation de la direction des interventions, l'Unité Normalisation pilote différents dispositifs de certification, d'inspection et de contrôle prévus par la réglementation européenne et nationale : - certification des bois et plants de vigne, dispositif sous accréditation ISO 17 020 ; - agrément des opérateurs pour les vins sans indication géographique (VSIG) avec mention de cépage. ou autre dispositif ; - « pesée, classement, marquage » (PCM) dans le secteur de l'élevage ; - suivi de l'instruction des demandes de classement définitif ou temporaire des nouvelles variétés de vigne. Ces interventions non financières visent notamment à s'assurer de la loyauté des transactions et du respect des normes de commercialisation.
Objectifs	Le titulaire du poste organise, anime et coordonne l'activité de l'unité Normalisation et veille à la bonne mise en œuvre des dispositifs bois et plants, VSIG et PCM.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	• Animer et encadrer l'ensemble de l'équipe de l'unité • Assurer la mise en œuvre des dispositifs dont l'unité a la charge (élaboration des procédures, suivi des évolutions réglementaires, pilotage des projets informatiques, élaboration des bilans, travail en réseau avec les services territoriaux) • Veiller au maintien de l'accréditation du dispositif de contrôle des bois et plants de vigne, selon la norme ISO 17 020 relative aux organismes d'inspection • Répondre aux interventions de l'administration (ministère de l'agriculture, Bercy) et des représentants professionnels du secteur • Assurer la représentation de l'établissement à l'occasion de réunions externes
Champs	• Au sein de FranceAgriMer : unité Contrôles, services territoriaux en régions,

<table>
<tr><td>relationnel du poste</td><td colspan="2">service juridique, service informatique
• Administrations et structures publiques partenaires : ministère de l’agriculture (DGAL, DGPE), Bercy (DGCCRF, DGDDI)
• Comité français d’accréditation (COFRAC)
• Organisations professionnelles agricoles (fédération des pépiniéristes viticoles, Normabev, etc.)</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences requises pour le poste</td><td>Savoirs / Connaissances</td><td>Savoir-faire / Maîtrise</td></tr>
<tr><td></td><td>• Sens de l’organisation
• Travail en équipe
• Autonomie et capacité à rendre compte
• Sens critique
• Capacité à former
• Capacités rédactionnelles</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Sébastien COUDERC, directeur des interventions
: 01 73 30 22 72 ☎ : sebastien.couderc@franceagrimer.fr

Pascale DEMET, adjointe au chef du service contrôles et normalisation
✉ : 04 92 79 34 03 ☎ : pascale.demet@franceagrimer.fr

Williams CAMPOS SUAREZ, adjoint à la chef du service des ressources humaines
✉ : 01.73.30.22.66 ☎ : mobilite@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE : LE VENDREDI 19 OCTOBRE 2018

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral
recrute un assistant administratif (B) à temps complet (H/F)
au sein du secrétariat général / service des ressources humaines
à Rochefort (17)

Poste de catégorie B ouvert :

- aux fonctionnaires (contrat de détachement de 3 ans) ;
- aux agents contractuels en CDI déjà en poste au Conservatoire du littoral ou dans un établissement relevant du quasi-statut (décret n°2016-1697).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 200 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est de protéger 320 00 ha en procédant à plus de 100 000 ha de nouvelles acquisitions. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie environ 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral en métropole et outre-mer. Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Les services du siège national du Conservatoire du littoral comprennent une soixantaine d'agents. Ils rassemblent la direction de l'établissement (localisée à Paris et Rochefort), le secrétariat général, la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, la direction de la gestion patrimoniale.

Le service des ressources humaines est situé au sein du secrétariat général de l'établissement. Il est encadré par une responsable de service et se compose de 5 agents permanents dont deux de catégorie A (responsable de service et son adjointe).

Description des missions

L'assistant administratif exerce, au sein du service des ressources humaines, des missions de conception, de proposition d'amélioration et de veille règlementaire et législative dans les deux grands domaines suivants :

Dans le domaine de la gestion administrative des ressources humaines, l'assistant administratif suit, sous la responsabilité du responsable de service, un portefeuille d'agents (environ 90) pour lesquels, quel que soit leur statut (fonctionnaires détachés, contractuels, agent mis à disposition, service civique…) :

- il prend en charge : la rémunération (préparation de la paie, saisie, mandatement, paiement des charges, déclaration annuelle), la carrière, l'évaluation, les prestations sociales, le suivi des absences pour maladie…
- il participe à la réalisation des dossiers de recrutement,
- il instruit des demandes ponctuelles (frais de déménagement, suivi des indemnités journalières de la sécurité sociale…),
- il tient à jour les tableaux de bord du service et participe à la réalisation du bilan social annuel.

Dans le domaine budget - RH, l'assistant administratif participe, sous la responsabilité du chef de service :

- à l'élaboration de l'enveloppe annuelle de masse salariale,
- au suivi des dépenses de personnel et de la consommation de masse salariale,
- au suivi plus particulier des postes financés par des ressources extérieures,
- à la réalisation des DPGECP.

L'assistant administratif peut par ailleurs être sollicité pour des missions d'assistance administrative à réaliser en lien avec la responsable du service ou son adjointe (préparation de réunions, reporting aux tutelles, comptes rendus et suivi des instances représentatives du personnel…)

Ces activités s'inscrivent dans l'organisation et le fonctionnement actuel du service. Elles sont ainsi susceptibles de faire l'objet d'une évolution ultérieure ou d'un ajustement dans le cadre des missions du service des ressources humaines au sein du secrétariat général.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

L'assistant administratif est placé sous l'autorité hiérarchique du responsable des ressources humaines et en relation fonctionnelle avec les agents de l'établissement, les délégations de rivages et les services centraux de l'établissement.

En externe, il est en relation principalement avec les administrations d'origine, le prestataire SIRH et les organismes collecteurs (URSSAF, DGFIP, Caisse des dépôts…)

Profil et compétences requises

- connaissance avérée du statut de la fonction publique
- connaissance des grands principes de gestion des ressources humaines (recrutement, carrière…)
- maîtrise du processus paie dans son ensemble
- maîtrise des outils bureautiques
- très bon relationnel
- discrétion, confidentialité
- autonomie, rigueur, méthode
- aptitude au travail en équipe
- qualités rédactionnelles

Caractéristiques du poste

Poste à temps complet accessible uniquement à des agents de catégorie B :
- aux fonctionnaires en détachement (contrat de détachement de 3 ans) ;
- aux agents contractuels en CDI déjà en poste au Conservatoire du littoral ou dans un établissement relevant du quasi-statut (décret n°2016-1697).

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **à compter du 1er janvier 2019.** Il est localisé à Rochefort (17).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation), accompagnés du dernier arrêté de situation administrative, sont à faire parvenir **au plus tard le 28 octobre 2018** :

Soit par courrier à :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
http://www.conservatoire-du-littoral.fr// – rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste
Emmanuelle TERNY, responsable des ressources humaines
Valérie PANZA, adjointe à la responsable des ressources humaines
e.terny@conservatoire-du-littoral.fr
v.panza@conservatoire-du-littoral.fr
(pas de dépôt de candidature à ces adresses)

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A+
Fonction :	**Directeur Régional Grand Est (h/f)**
Affectation :	Direction Régionale (DR) Grand Est
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Directeur Général
Résidence administrative :	Rozérieulles (57150 Moulins les Metz)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Le territoire géographique de la direction régionale Grand Est s'étend sur la région Grand Est et les bassins hydrographiques Rhin Meuse en totalité, Seine Normandie en partie et Rhône Méditerranée pour une petite partie. Il regroupe 10 départements sur 57 500 km^2. Avec une population de 5.5 millions d'habitants, cette région représente 8.4% de la population française, dont les 3 métropoles Metz, Nancy et Strasbourg. La région occupe une des premières places au rang national pour ses productions agricoles et viticoles .et a connu de fortes mutations à partir de son passé d'industries lourdes. Six parcs régionaux occupent 15% du territoire et un parc national des forêts de feuillus, contigu avec Bourgogne Franche Comté, est en création.

La région est fortement ancrée sur l'espace européen avec des frontières communes avec 4 pays : Allemagne, Belgique, Luxembourg et la Suisse. Ainsi la gestion du Rhin et de la Meuse qui sont des cours d'eau transfrontaliers s'opère dans un contexte de forte coordination internationale sur les objectifs de reconquête du bon état des eaux et sur les programmes d'action correspondants.

La DIR se compose de 4 services au siège de la direction régionale, de l'unité spécialisée «migrateurs», de 9 services départementaux. Son effectif d'environ 70 agents est réparti sur 11 sites dont 18 agents au siège de la direction régionale. La direction et son service départemental de Moselle s'implanteront fin 2018 sur un site partagé avec l'ONCFS et l'agence de l'eau Rhin Meuse à

Rozérieulles en banlieue messine. Le budget de fonctionnement courant de la DR s'élève à 500 k€ (hors frais de personnel et investissement).

La loi biodiversité, et la création de l'AFB, ont vu se constituer un collectif régional très dynamique entre la région Grand Est ,l'AFB, la Dreal et les 3 agences de l'eau ,avec des attentes en termes d'animation territoriale et de partenariats et notamment la constitution d'un Comité des Financeurs, ainsi que l'émergence d'un observatoire régional de la biodiversité (ORB), l'élaboration de stratégies régionales de la biodiversité (SRB), et la mise en place de comités régionaux de la biodiversité (CRB).
La constitution récemment annoncée d'un nouvel opérateur, par fusion de l'AFB et de l'ONCFS, qui sera notamment en charge de la police de l'environnement va constituer une opportunité de renforcer les compétences et moyens en matière d'exercice de la police environnementale et de connaissance et protection de la biodiversité dans les territoires.

Description du poste :

Le directeur régional représente le directeur général de l'AFB en région Grand Est. Il est membre du comité de direction de l'AFB (CODIR). Il participe aux réunions et instances stratégiques régionales (commissions régionales de la biodiversité, commissions territoriales du comité de bassin, forums de bassin, missions interservices de l'eau et de la nature, etc.). Il assure auprès de l'agence de l'eau Rhin Meuse un rôle de coordination pour le Bassin Rhin Meuse. Il est le correspondant des parquets généraux, des magistrats des TGI, du préfet de région et des préfets de départements, ainsi que des directeurs des services déconcentrés de l'État (DREAL, DDT).

Il met en œuvre la stratégie de l'établissement, déclinée par la programmation annuelle d'activités, établie en lien avec la feuille de route 2017-2018 (et à terme avec le futur contrat d'objectifs et de performance de l'Agence) et par le projet d'établissement. Il assure en lien avec les directions métiers du siège, la programmation annuelle des activités de sa direction et suit sa mise en œuvre opérationnelle, à travers les indicateurs dédiés. Il développe les ressources managériales et les compétences des agents qui fondent l'action de l'Agence. Il pilote la DIR. Il est amené à de très fréquents déplacements.

Il construit les partenariats qui se développent avec l'AFB, notamment avec les collectivités territoriales, ONG, services de l'Etat, autres établissements publics. Il suit la création de l'ARB, la rédaction des stratégies régionales de la biodiversité, en particulier auprès des préfets de régions
Il travaille dans une approche transversale, en lien avec les directions métiers du siège. Il porte la communication interne et externe de l'Agence

Il contribuera à la mise en œuvre de la fusion avec l'ONCFS au niveau régional.

Il prépare le rapportage d'activité, concourt à la gestion et aux arbitrages budgétaires de la direction. Il dispose d'une délégation de pouvoir du directeur général pour exécuter tous les actes administratifs qui relèvent de sa délégation.

Il est secondé par un directeur adjoint.

Relations liées au poste

Relations internes :

- Direction générale, secrétariat général, directions métiers, chefs de départements et de projets, directeurs régionaux et interrégionaux ;
- Antenne de façade, Parcs naturels marins.

Relations externes :

- Préfets de régions et de départements, préfet de façade ;
- Magistrats des cours d'appel et TGI ;
- Services déconcentrés et opérateurs de l'État (DREAL, DDT-M, DIRM, agences de l'eau, ONCFS, ONF, Cerema, Conservatoire du littoral, CBN, etc.).
- Collectivités territoriales et locales ;
- Chambres consulaires et représentations professionnelles (chambres d'agriculture) ;
- ONG, bureaux d'études ;
- Médias.

Profil recherché

- Expérience de management réussie de niveau direction publique d'État, en collectivité territoriale ou dans un établissement public ;
- Expérience de l'administration et du management public, ou aptitude à développer ces compétences ;

- Expérience dans la connaissance, la protection et la gestion de la biodiversité aquatique, terrestre, marine ;
- Des connaissances en matière de police judiciaire seraient un atout.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Maitrise des techniques de management et d'animation d'équipes ou de réseaux.
- Connaissances techniques dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques, de la biodiversité terrestre;
- Connaissance du droit de l'eau et de l'environnement ;
- Connaissance des principes de comptabilité publique ;

Savoir-faire opérationnel :

- Aptitude à déployer une stratégie et des objectifs avec une très bonne capacité d'organisation et le sens des priorités
- Capacité à travailler en équipe, à « mettre en route » une équipe ;
- Maîtrise de la conduite de projets et de l'animation d'une équipe projet ;
- Aptitudes rédactionnelles, d'animation de réunion, capacité pédagogique, à rendre compte ;
- Capacité à gérer les conflits ;
- Aptitude à la négociation et à s'adapter à différents situations et publics ;
- Maîtrise de l'outil bureautique

Savoir-être professionnel :

- Sens du service public ;
- Adaptabilité à un contexte technique et institutionnel évolutif (ouverture aux domaines de la biodiversité terrestre et marine) ;
- Capacité d'écoute, aptitudes relationnelles
- Capacités pédagogiques et de vulgarisation des sujets techniques ;
- Autonomie ;
- Grande disponibilité ;
- Sens des relations publiques et de la communication.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRGE/DR/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 31 octobre 2018

Pour toute demande de renseignements, il est possible de joindre la Secrétaire Générale au 01.14.45.36.02 (ou sophie.gravellier@afbiodiversite.fr) ou en son absence Emilie Granger au 01.45.14.31.52

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

OFFICE NATIONAL DES FORETS
Direction territoriale Grand Est

Agence AUBE-MARNE – Cité administrative des Vassaules
38, rue Grégoire Pierre Herluison – 10000 TROYES

Directeur – Directrice d'agence

N° du poste : **1346**
Catégorie A : **Attaché principal – ICPEF – IPEF confirmé – IDAE - IAE confirmé -**
Cotation : **A4**
Situation du poste : **Susceptible d'être vacant**
Localisation du poste : **Troyes**

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	La direction territoriale Grand Est contribue à l'élaboration des différentes stratégies nationales et les décline à son niveau. Elle coordonne, appuie, suit et évalue l'ensemble des activités conduites par les agences territoriales et spécialisées de son ressort. Elle coordonne la représentation de l'Office et ses relations institutionnelles à l'échelle du périmètre géographique de la région administrative Grand Est. Elle est organisée autour de services territoriaux, de 14 agences territoriales (avec 95 unités territoriales) et 3 agences spécialisées (avec 18 unités de production) qui regroupent 2500 collaborateurs. Les forêts publiques représentent 60% de la forêt (394 000 ha de forêt domaniales et 719 000 ha de forêts communales) et commercialisent annuellement près de 5 millions de m3 de bois (dont 2 millions de bois façonnés). L'ONF est un interlocuteur de premier plan des services de l'Etat et des collectivités territoriales de la région Grand Est. L'agence Aube-Marne : 80 personnes réparties sur 6 unités territoriales (4 dans l'Aube et 2 dans la Marne) et 4 services spécialisés (Bois, Forêt, Développement et Secrétariat Général répartis sur Troyes et Saint Memmie) - gère environ 80.000 ha de forêts (32.200 ha de forêts domaniales, 42.500 de forêts communales et 5.100 ha d'autres forêts) avec de forts enjeux de production essentiellement chêne et hêtre - 6 régions naturelles dont 4 à forts enjeux de production, d'accueil du public et environnemental notamment avec les parcs naturels régionaux - commercialise plus de 270.000 m3 de bois par an dont 150.000 m3 pour les collectivités - réalise plus de 1,5 millions d'euros de travaux sylvicoles.
OBJECTIFS DU POSTE	Le Directeur d'Agence est placé sous l'autorité du Directeur territorial. Il est chargé de l'atteinte des objectifs fixés au contrat de gestion passé entre la direction territoriale et l'agence : récoltes de bois, recettes du domaine, aménagements forestiers, développement de l'activité conventionnelle.
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	Le directeur d'agence est chargé de : - promouvoir les intérêts de l'ONF et de ses partenaires au sein d'instances de concertation institutionnelles ou administratives - l'organisation et du suivi de l'activité au sein de l'agence, en particulier négociation des contrats d'action avec les unités opérationnelles placées sous son

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">autorité et mise en place des délégations opportunes.
- de définir les compétences nécessaires à l'atteinte des objectifs de son agence

- de rendre compte de l'état d'avancement et des résultats obtenus
- du management de l'ensemble du CODIR
- de décliner la stratégie définie par le directeur territorial en politique, orientations, actions, objectifs commerciaux ou de production.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2"><u>Champ d'intervention</u> : L'ensemble de l'Agence

Partenariats nombreux dont avec le Parc Naturel Régional de la Forêt d'Orient et le Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims.

Relations avec les organisations et partenaires professionnels, avec la presse et les acteurs locaux institutionnels et techniques.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Qualités relationnelles et disponibilité.
- Sens de l'écoute
- Esprit de synthèse et sens de la décision.

<u>Formation et expérience</u> :
- Très bonne connaissance de l'Établissement ONF
- - Bonne connaissance technique en sylviculture et gestion des écosystèmes forestiers</td><td>- Compétences affirmées en animation et management d'équipe
- Bonne capacité de dialogue et de négociation, capacité à convaincre
- Grandes capacités d'organisation indispensables</td></tr>
<tr><td>PERSONNES A CONTACTER</td><td colspan="2">RENAUD Jean Pierre - Directeur territorial Grand Est
03 88 76 81 42 - 06 24 31 67 85
jean-pierre.renaud@onf.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

Office national des forêts
Direction territoriale GRAND-EST

Directeur/directrice d'agence Etudes

N° du poste : **9226**
Catégorie A : **IPEF, IDAE, Att. Pal**
Cotation : **A3**
Situation du poste : **susceptible d'être vacant**
Localisation du poste : **DIDENHEIM (68)**

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	La direction territoriale GRAND-EST contribue à l'élaboration des différentes stratégies nationales et les décline à son niveau. Elle coordonne, appuie, suit et évalue l'ensemble des activités conduites par les agences territoriales et spécialisées de son ressort. Elle coordonne la représentation de l'Office et ses relations institutionnelles à l'échelle du périmètre géographique de la région administrative Grand Est. Elle est organisée autour de services territoriaux, de 14 agences territoriales et 3 agences spécialisées qui regroupent 2500 collaborateurs. Les forêts publiques représentent 58% de la forêt (394 000 ha de forêt domaniales et 719 000 ha de forêts communales) et commercialisent annuellement près de 5 millions de m3 de bois (dont 2 millions de bois façonnés). L'ONF est un interlocuteur de premier plan des services de l'Etat et des collectivités territoriales de la région Grand Est. L'Agence études Grand Est (AéGE) assure l'ensemble de l'activité Etudes et expertises de l'ONF, dans le domaine concurrentiel, patrimonial et des MIG sur la nouvelle région. Ses domaines de compétences sont variés : arbre conseil, écologie et gestion des milieux naturels, eau, aménagement du territoire et paysage, tourisme et accueil du public, gestion de la végétation et des espaces naturels et forestiers, infrastructure et formation. L'agence études est placée sous la responsabilité du Directeur territorial Grand Est. Elle travaille avec l'ensemble des structures du territoire : agences territoriales, agence travaux et responsables de la Mission commerciale Bois et Services. Elle recherche également des synergies avec les Agences études voisines et met à disposition certaines compétences pointues sur France entière. L'agence Etudes est composée de 2 UP placées sous la responsabilité d'un directeur d'agence.
OBJECTIFS DU POSTE	Mettre en œuvre la stratégie de l'agence en cohérence avec le PST (plan stratégique territorial) et le COP (contrat d'objectifs et de performance Etat/ONF/FNCOFOR) pour le développement de l'activité études visant : ▪ le développement de l'activité conventionnelle ▪ la participation aux engagements de l'ONF en matière de MIG et d'excellence environnementale (études patrimoniales) Préparer et négocier les contrats annuels de gestion et de production de l'agence, en interface avec les agences territoriales. Représenter l'agence études en CODIR DT et en assurer le bon fonctionnement

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">d’un point de vue humain et financier (gestion des moyens et des plannings).

Contribuer à la recherche d’affaires permettant aux agences territoriales de répondre à leurs objectifs conventionnels dans le domaine des études.</td></tr>
<tr><td>DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER</td><td colspan="2">Assurer le management des personnels placés sous sa responsabilité.

Etablir et négocier contrats et feuilles de route des chefs de projet. Arbitrer objectifs et moyens.

Organiser et suivre l'activité au sein de l'agence. Ajuster la stratégie. Vérifier la qualité de la production. Gérer les priorités. Participer à la production.

Définir et mettre à disposition outils et méthodes permettant de répondre de façon satisfaisante à l’ensemble des commandes dans le domaine des études (champs concurrentiel et patrimonial) et d’assurer l’équilibre financier de la structure.

Participer à l'activité technico-commerciale en lien avec le Pôle commercial Services de la DT (MCBS) : mémoires techniques, chiffrages, lobbying auprès des clients, institutionnels et bureaux d'études partenaires.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">Dialoguer avec tous les interlocuteurs clés liés aux études menées (clients externes et internes, institutionnels de l'environnement, du tourisme et de l'aménagement du territoire) et rechercher les partenaires nécessaires pour leur bonne réalisation.

Assurer la bonne qualité des interfaces entre agence études et les autres structures (agence territoriale, agence travaux, pôle commerciale services).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Expérience en management et pilotage d'organisation sous ses différents aspects.
- Bonne connaissance de l’ensemble des spécialités composant l’agence études, particulièrement dans les domaines environnemental et accueil
- Compétence en gestion de projets complexes
- Compétences en élaboration de devis
- Connaissance des outils et logiciels nécessaires à la production d’études</td><td>- Sens du dialogue et de la négociation
- Sens de l'organisation
- Capacités d’animation d'équipe
- Qualités relationnelles et disponibilité
- Sens de l'organisation
- Qualités rédactionnelles</td></tr>
<tr><td>PERSONNE A CONTACTER</td><td colspan="2">M. Jean-Pierre RENAUD, Directeur territorial,
Tél. : 03.88.76.76.40 – Mail : jean-pierre.renaud@onf.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Office National des Forêts

Direction Territoriale Midi-Méditerranée
Agence Territoriale Ariège Haute Garonne Gers
9, Rue du Lieutenant Paul Delpech
BP 20085
09007 Foix cedex

Directeur de l'agence territoriale Ariège Haute Garonne Gers

N° du poste : 12048 **Catégorie : A+**		
Localisation du poste : FOIX catégorie A 4	Personnels concernés ICPEF, IPEF confirmé, IDAE confirmé, AAHC, AAP confirmé, contractuel de droit privé Poste susceptible d'accueillir un chef de mission	
Poste susceptible d'être vacant . Prise de poste à partir du 1 er novembre 2018		
Présentation de l'environnement professionnel	L'agence Ariège Haute-Garonne Gers s'étend sur 3 départements, assure la gestion de 164000 ha de forêts publiques avec 90 postes de travail. Elle est localisée sur trois sites: Foix, Saint Girons et Saint-Gaudens. Elle comporte 7 UT et trois services fonctionnels: - Affaires générales qui mobilise un budget annuel moyen de 4 M€ - Service bois avec une activité mobilisation des bois de 160 000 m3/an environ avec grosse dynamique sur les bois façonnés (60 000m3). - Service forêt caractérisé par de nombreux chantiers sylvicoles avec des enjeux importants sur les activités concurrentielles avoisinant 1,8M€ de chiffre d'affaires; avec un pôle aménagement foncier aménagement foncier avec une activité aménagement soutenue (40 dossiers par an pour 10000ha/an en moyenne). Travail en partenariat avec l'agence RTM. Suivi et gestion de nombreuses espèces patrimoniales (Ours, Grand Tétras, Gypaète) en lien avec d'autres opérateurs externes. Présence d'un PNR et de deux circuits Retrouvance®.	
Objectifs du poste	Atteinte des objectifs fixés au contrat de gestion passé entre la direction territoriale Midi-Méditerranée et l'agence : aménagements forestiers, récolte et commercialisation des bois, préservation et valorisation de la biodiversité, développement et équilibre des activités conventionnelles.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Organisation, régulation et suivi de l'activité au sein de l'agence, en particulier négociation des feuilles de route avec les unités territoriales. Accompagnement des équipes sur le terrain. - Management des personnels de l'agence. - Gestion de la relation avec les structures internes de production	
Champ relationnel du poste	Qualité de management et expériences réussies dans l'animation d'équipes importantes, aptitude pour les relations publiques. Relations externes avec les partenaires institutionnels multiples (représentants de l'Etat, Conseil Départementaux, Associations départementales des communes forestières, Fédérations départementales des chasseurs, Collectivité territoriales, Associations agricoles, Associations de protection de la nature...)	
Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	- Compétences affirmées en animation et management d'équipe -Qualités relationnelles et disponibilité - Capacités de dialogue et de négociation. -Sens de l'écoute -Représenter l'établissement et dialoguer avec les partenaires - Grandes capacités d'organisation indispensables.. - Esprit de synthèse et sens de la décision	- Connaissances techniques en sylviculture et gestion des écosystèmes Connaissance approfondie des métiers et de l'organisation de l'ONF. Connaissances techniques souhaitées en sylviculture de moyenne montagne
Personnes à contacter	Mme Odile BOUCHAREINE, chef de service RH- Tél. : 04 42 17 57 10- 06 69 47 30 34 courriel : odile.bouchareine@onf.fr	
Modalités de candidature	Adresser un CV et une lettre de motivation à :Odile Bouchareine, chef de service des ressources humaines territorial	

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Office national des forêts
Direction Générale
Direction commerciale bois et services
Département commercial et services
Chef du département marketing et commercial

N° du poste : **13722**
Catégorie A : **IPEF, IDAE, Att. Pal**
Cotation : **A3**
Situation du poste : **susceptible d'être vacant**
Localisation du poste : **MONTREUIL (93)**

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	L'ONF (Office National des Forêts) assure la gestion patrimoniale des forêts publiques françaises, soit près de 10 millions d'hectares répartis en métropole et dans les départements d'outre-mer. Son statut d'EPIC (Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial), lui permet aussi d'intervenir dans 5 domaines concurrentiels : • Sylviculture, exploitation des bois, plantations, infrastructures forestières… • Arbre Conseil® : inventaire du patrimoine arboré, diagnostic, travaux d'entretien et de sécurisation. • Loisirs nature : aménagement de pistes en forêts, aires d'accueil et de loisirs, mobilier, animation nature. • Maîtrise de la végétation : étude et inventaire, gestion des emprises, abattage, élagage, gestion des linéaires pour les grands gestionnaires d'infrastructures. • Environnement : gestion de la biodiversité, études paysagères, réhabilitation de sites, analyse et cartographie… Nos clients sont des collectivités (communes, syndicats d'aménagement, conseils départementaux, régions, EPCI, services de l'Etat) et des entreprises privées.
OBJECTIFS DU POSTE	En lien avec le Directeur commercial Bois et Services auquel vous êtes rattaché, vous définissez la politique commerciale services de l'ONF et encadrez une équipe de 5 personnes : Responsable clients collectivités et CRM, chargé de la veille marketing, chef de produit loisirs nature, chargé de marketing et CRM, assistante commerciale. Vous animez en outre un réseau commercial d'environ 20 personnes réparties sur l'ensemble du territoire.
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	✓ Accompagner les directions territoriales dans la mise en place de la politique et de la stratégie commerciale services : plan d'action, stratégie produit, cible client, création d'indicateurs pertinents permettant de fiabiliser le suivi de l'activité, la mesure des résultats et l'évaluation de l'efficacité du démarchage commercial, homogénéisation des pratiques. ✓ Accroitre la présence commerciale de l'ONF auprès des clients et des prospects, améliorer le ratio nouveaux clients, assurer une veille sur la concurrence. ✓ Piloter la stratégie marketing produit, au service du développement commercial de l'ONF.

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">✓ Consacrer une part importante de l'activité commerciale au suivi des grands clients nationaux et à la conquête de nouveaux clients notamment dans les domaines de l'Arbre Conseil, de l'accueil du public ou des travaux forestiers.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>PACKAGE</td></tr>
<tr><td>De formation supérieure commerciale et/ou technique (école de commerce, ingénieur forestier, agronome, agricole ou dans le domaine de l'environnement…), vous avez une expérience confirmée sur des fonctions similaires et manifestez un esprit entrepreneurial affirmé. Vous maîtrisez les techniques de vente, de négociation et de communication.</td><td>- Ordinateur et téléphone portable, forfait repas et nuitées, mutuelle d'entreprise.
- Politique de formation continue très active, possibilité d'évolution professionnelle et géographique.
- Chèques Vacances & Maisons de Vacances, rémunération selon profil & expérience + part variable.</td></tr>
<tr><td>PERSONNE A CONTACTER</td><td colspan="2">M. Benoit FRAUD – Directeur commercial bois et services
Tél. : 01 40 19 59 06 – Mail : benoit.fraud@onf.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut français du cheval et de l'équitation

Avenue de l'école nationale d'équitation

BP 207 – Terrefort

49411 SAUMUR CEDEX

Directeur/Directrice général(e) adjoint(e) de l'IFCE

N° du poste : (numéro Epicéa) **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 5	
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. Il met en œuvre les politiques publiques en faveur de la filière cheval sur tout le territoire national notamment la recherche et développement, la formation des acteurs, la traçabilité sanitaire et les contrôles, l'appui à la filière. L'établissement est dans un contexte de réorientation de ses missions. Cette fiche de poste s'appuie sur les attributions du Directeur General Adjoint prévu dans le Décret N°2010-90 du 22 janvier 2010 relatif à l'institut français du cheval et de l'équitation.
Objectifs du poste	L'agent est placé sous l'autorité hiérarchique du Directeur général de l'IFCE, au sein de la Direction générale. Il/Elle seconde le Directeur Général de l'IFCE dans le management et le pilotage de l'établissement. Il/Elle a une vue transversale et intervient sur l'ensemble des missions de l'établissement. Il/Elle contribue à la définition, la mise en œuvre et à l'évaluation de la politique de l'établissement et participe à la mise en œuvre et au suivi du Contrat d'objectifs et de performance 2018 -2022 ainsi que du projet d'établissement.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Il/elle sera plus particulièrement chargé(e) des dossiers suivants : - la politique de formation de l'établissement qui représente près de 450 stagiaires par an en formation initiale ou continue ; - la promotion de l'équitation de haut niveau en liaison avec les fédérations délégataires (FFE, et fédération de pentathlon moderne…). A ce titre, il/elle suit les relations avec le Ministère des sports ; - le suivi du Conseil Emploi formation et du Conseil, culture, patrimoine et UNESCO en lien avec leurs présidents respectifs ; Sur le plan fonctionnel, il/elle assure, en tant que de besoin l'intérim de la direction de l'IFCE, Il/elle s'appuie sur le pôle pilotage et pilote le réseau des 6 délégations territoriales de l'IFCE. Conditions particulières de travail : - Horaires variables - Disponibilité accrue notamment les week-ends (galas, courses et compétitions)

	- Déplacements professionnels nombreux
Champ relationnel du poste	En interne : - Direction générale - Directeur centraux - Directeurs de délégation territoriale En externe : - Administrations centrales - Services de l'Etat - Organismes professionnels - Elus
Compétences liées au poste	**Savoirs et savoir-faire :** Management : - disposer d'une expérience d'encadrement (expérience d'un ou plusieurs postes à responsabilité croissante) ; - animer le travail en équipe, motiver et donner du sens, conduire des projets multidisciplinaires et transversaux ; - accompagner le changement ; - gérer des budgets et des moyens ; - fixer des objectifs cohérents, décider, piloter et évaluer les résultats d'actions mises en œuvre par des équipes ; - négocier et savoir gérer une crise. Connaissance de la filière et de ses institutions : - connaitre le secteur cheval et son environnement socio-économique au niveau régional, national ou international. Aménagement du territoire – Développement économique et social : - savoir élaborer ou expertiser un projet de développement territorial ; - connaître les politiques d'intervention des différentes collectivités ; - comprendre les enjeux des partenariats/alliances des institutions et de leurs programmes d'intervention. Compétence optionnelle : connaissance et pratique au travail d'une ou plusieurs langues étrangères
Personnes à contacter	Les dossiers de candidature, constitués d'une lettre de motivation et d'un curriculum vitae, sont à adresser avant le 15 septembre 2018 à : - Mme la Directrice des sports, Ministère des sports, 95 avenue de France, 75650 Paris Cedex 13 - M. le Secrétaire Général par Intérim du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, 78 rue de Varenne, 75349 Paris SP 07 - Mme la Déléguée à la mobilité et aux carrières du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, 78 rue de Varenne, 75349 Paris SP 07 Personnes à contacter pour toute information : - Mikaël QUIMBERT, Chef du bureau du cheval et de l'institution des courses, ministère de l'agriculture et de l'alimentation mikael.quimbert@agriculture.gouv.fr Ou - Jacky AVRIL, Chef du bureau des établissements publics, ministère des sports jacky.avril@sports.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Catégorie A ou A+
Expert long-terme International
Responsable de projet de coopération internationale (CRJ)
« Support to the Ministry of Agriculture to strengthen the programming and implementation of Agriculture and Rural Development Policy» à Bakou, Azerbaïdjan

Début de mission estimée : Janvier 2019
Durée estimée de la mission : 12 à 24 mois

Classement parcours professionnel poste catégorie A : 3

MISSIONS DE LA STRUCTURE	Un appel à candidatures a été lancé auprès des États membres de l'Union européenne pour un projet de jumelage avec l'Azerbaïdjan de 12 à 24 mois, intitulé **«*Support to the Ministry of Agriculture to strengthen the programming and implementation of Agriculture and Rural Development Policy».*** La France envisage de répondre à cet appel à candidatures. Elle doit notamment proposer un(e) chef de projet désigné par le MAA et **un(e) Conseiller(ère) résident(e) de jumelage (CRJ).**
OBJECTIFS DU POSTE	L'objectif global de ce jumelage est entre autres de permettre une revue complète des dispositifs de subventionnement agricole, et de développer différentes options pour permettre une transition graduelle du système présent à un régime compatible avec les règles de l'OMC, prenant en compte la Mesure globale de soutien et les bonnes pratiques communautaires.
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	Le conseiller(ère) résident(e) de jumelage est un expert long-terme international ayant en charge la direction des opérations au quotidien. Résidant à **Bakou pour 12 à 24 mois** (confirmation à la parution de l'appel à propositions de la Commission), il/elle sera responsable de la gestion globale et la coordination des activités du projet, en collaboration étroite avec le chef de projet et les experts azéris et français : • Assurer la continuité des la mise en œuvre du jumelage : gestion quotidienne, travail en étroite relation avec les fonctionnaires azéris • Revue de la législation actuelle, documents d'orientation et de mise en œuvre, recommandations, indicateurs et priorisation des actions • Révision du plan d'action définis lors du jumelage précédent • En lien avec le chef de projet : nommer, mobiliser et superviser les experts court-termes • Coordonner et organiser les visites d'études, les activités de formations, les ateliers, et séminaires • Suivre et évaluer le programme • Contrôle et allocation des ressources du programme • Préparation des réunions trimestrielles Il/elle sera localisé au sein de l'administration azérie pendant la durée du jumelage.

<table>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">L'administration azérie, la délégation de l'Union européenne, les organisations professionnelles azérie, les experts intervenants</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>• Formation de niveau supérieure universitaire, dans le domaine de l'agriculture, des pêches de l'économie ou en administration ou management public.
• Connaissance étendue de l'ensemble des problèmes relatifs au secteur de la pêche et des organisations professionnelles
• Maîtrise du Russe
• Bonne maîtrise de l'anglais
• Fortes aptitudes administratives, techniques et relationnelles, ainsi qu'à la communication et au travail en équipe multidisciplinaire</td><td>• Expérience professionnelle exigée de 3 ans dans le secteur de l'évaluation économique des politiques agricoles
• Expérience à l'international souhaitée
• Expérience dans la conduite et la gestion de projets, de préférence financés par l'UE
• Capacités de rédaction et de communication</td></tr>
<tr><td>MODALITES DE CANDIDATURE</td><td colspan="2">Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV en anglais (modèle Europass disponible sur le site http://europass.cedefop.europa.eu/), par voie électronique et sous couvert du chef de service. Elles sont à adresser au plus tard le 17 octobre 2018, délai de rigueur, à Monique TRAN, Directrice du GIP ADECIA et Xavier Pacholek, Chef du bureau des relations bilatérales à la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises du Ministère de l'agriculture, et de l'alimentation.</td></tr>
<tr><td>CONTACTS</td><td colspan="2">Xavier PACHOLEK xavier.pacholek@agriculture.gouv.fr ; 01 49 55 45 64
Monique TRAN, GIP ADECIA monique.tran@agriculture.gouv.fr ; 01 49 55 54 17
Antoine MENET, GIP ADECIA antoine.menet@agriculture.gouv.fr 01 49 55 81 79</td></tr>
<tr><td>Pour en savoir plus</td><td colspan="2">http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/overview/twinning_fr.htm
http://www.adecia.org/qui-sommes-nous/offres-demploi.html</td></tr>
</table>